MONDIALISATION ET EXPLOITATION...

Réflexions à la suite du Congrès de l'Internationale des Fédérations anarchistes

Nous avions raison mais ce n'était pas suffisant. Nous avions prédit ce que créerait la mondialisation et notre prédiction était correcte. Nous avons combattu la mondialisation au moment même où elle cherchait à prendre racine, au début de ce siècle, à Seattle et à Gênes, et partout où c'était nécessaire. Nous avons payé un prix élevé avec des personnes mortes, blessées, des détentions, des tortures et des représailles, mais nous n'avons pas réussi à la bloquer. Aujourd'hui, nous vivons dans un monde qui en paie les conséquences. Dans un monde basé sur le commerce mondial, ce qui compte, c'est vendre toujours plus. La qualité des produits et les conditions de vie et de travail des personnes qui les fabriquent, ont empiré. Afin de maintenir les coûts bas, l'environnement, la santé et la sécurité sur le lieu de travail, les droits des travailleurs et des travailleuses, les salaires justes, la santé et l'éducation sont considérées comme des sujets sans valeur. Cela s'est produit tant dans le Nord que dans le Sud du monde, engendrant partout la dévastation et le désespoir. Trois milliards et demi de personnes dans le monde vivent avec moins de 2,5 dollars par jour. L'économie est un «jeu» comme le poker: si quelqu'un gagne, quelqu'un d'autre doit perdre. Alors que la majorité de la population mondiale s'est appauvrie, certains ont fait beaucoup d'argent à la place. Le nombre de milliardaires, ceux qui ont plus d'un milliard de dollars, a augmenté de 81% entre 2004 et 2014. Le nombre de personnes qui ont plus d'un million est en augmentation de 55%. Sous l'effet de la mondialisation, celles et ceux qui ont de l'argent sont devenus plus riches, les autres plus pauvres. Les 62 personnes les plus riches du monde gagnent l'équivalent de la moitié de la population mondiale réunie et, depuis le début des temps, il n'y a jamais eu un tel écart entre les plus riches et les plus pauvres. Alors que, d'une part, le mode opératoire de la mondialisation réside en la libre circulation des marchandises, d'autre part, la libre circulation des personnes est empêchée de toutes les manières possibles. Dans le monde mondialisé, seuls les biens peuvent voyager, pas les gens!

NOUS SAVONS TOU.TE.S QUE LA MIGRATION EST UN PHÉNOMÈNE QUI NE PEUT ÊTRE ARRÊTÉ

Jusqu'à il y a quelques années, dans l'UE, dans le cadre de la politique agricole commune, les agriculteurs recevaient 600 euros par vache. Au sein de l'UE, à cette époque, les vaches *«gagnaient»* plus que ces trois milliards et demi de personnes qui survivaient avec moins de 2,5 dollars par jour. Avec cette sorte d'inégalité, comment peut-on même imaginer construire un mur pour bloquer le mouvement des personnes des pays les plus pauvres vers les pays les plus riches? Les flux migratoires sont souvent traités comme des situations d'urgence. Cependant, cela n'est pas fait pour stopper la migration, mais plutôt pour pousser les migrant.e.s vers l'exclusion, lutter pour leur survie, les forcer vers des emplois illégaux et mal rémunérés.

Ce faisant, le capitalisme atteint deux objectifs: d'abord il obtient une main-d'œuvre peu coûteuse qui peut facilement être exploitée, et, d'autre part, il divise les exploité.e.s entre les immigrant.e.s et les indigènes, blâmant les premier.e.s pour les mauvaises conditions de vie de ces dernier.e.s.

CE MODÈLE EST ALLÉ DE PAIR AVEC UN CHANGEMENT DANS LES MODES DE PRODUCTION

À l'origine, la fabrication avait lieu dans les grandes usines où les travailleurs et les travailleuses étaient tous et toutes considéré.e.s au même niveau. Cela a créé un espace de solidarité et de collectivisme plus fort. Aujourd'hui, les entreprises ont déplacé ce qu'il fallait fabriquer des usines en Extrême-Orient. La création des services a aussi provoqué des changements et le mode de production tend à être davantage axé sur l'individu et moins sur le collectif.

Il y a une tendance à diviser les travailleurs, non seulement les migrant.e.s des indigènes, mais aussi entre les travailleurs et travailleuses contractuel, le.e.s ou permanent.e.s, les jeunes et les travailleurs/travailleuses âgé.e.s. Partout, nous assistons à la création de nouvelles lois qui, utilisées comme prétexte pour lutter contre le chômage, créent plutôt des emplois plus précaires et peu rémunérés. En même temps, il y a de moins en moins de possibilité de jouir des droits hérités des vieilles luttes, et il y a maintenant la peur de perdre ceux qui restent.

Dans l'UE, entre 2005 et 2015, l'emploi a augmenté de 1,4%. Cependant, alors que le travail à temps plein a diminué de 1%, le travail à temps partiel a augmenté de 13%. Cela a été encore pire dans les pays les plus affectés par la crise économique. En Grèce, l'emploi (à plein temps et à temps partiel) a diminué de 2 % (de 4,4 à 3,5 millions), mais le temps partiel, seul, a augmenté de 37% (passant de 245.000 à 332.000). Il en est de même en Italie, au Portugal et en Espagne. Les conditions d'emploi se sont détériorées non seulement en termes de durée (temps partiel/temps plein), mais aussi en termes de stabilité du marché du travail. La loi «Travail» italienne, la loi «Travail» en France, l'«Hartz IV» en Allemagne et d'autres lois dans plusieurs pays européens ont toutes servi à recruter plus d'esclaves, souvent des jeunes travailleurs/travailleuses peu rémunéré.e.s et sans droits.

CE PROCESSUS EST ÉGALEMENT LE RÉSULTAT DE CHANGEMENTS QUI SE SONT PRODUITS DANS LA FAÇON DONT LES AUTORITÉS EXERCENT LEUR POUVOIR

Pendant des années, à la suite de la guerre froide, nous avons connu une forme de domination basée sur l'acceptation de la situation par les dominé.e.s. À cette époque, la dette publique était couramment utilisée pour prévenir l'aggravation des conflits et, dans l'éventualité d'une agitation sociale, les États étaient prompts à intervenir pour empêcher que les choses se développent davantage. Aujourd'hui le pouvoir s'impose par l'oppression. Puisqu'il est incapable de promettre que les choses iront mieux, il nous place face à des personnes dont les conditions sont pires et nous dit qui nous courons le risque de finir de la même manière.

Dans la seconde moitié du siècle dernier, les autorités ne se sont pas engagées dans une politique de recherche du consensus. Comme toutes les luttes politiques et libérales ont commencé à s'effacer en conséquence, la société a manqué l'occasion de prendre un tour révolutionnaire. À l'époque, les autorités promettaient des changement grâce à des réformes, mais en faisant cela, elles ne distribuaient que peu de miettes. Aujourd'hui, les autorité sont devenues des identités qui, pour préserver leurs intérêts, sont prêtes s'engager dans des politiques contre la société.

En regardant le budget public, nous pouvons voir que les États sont devenus des *«États de guerre»* au lie d'être des *«États-providence»*. Nous assistons à la réduction des dépenses sociales (les services sont privatisés et leur coût est plus élevé), alors que nous avons assisté à une augmentation des dépenses militaires directement liées à l'industrie de l'armement (ou alors, elles sont demeurées inchangées alors que tout le reste a été réduit).

Si l'on achète des armes, il faudra alors les utiliser: au cours des dernières années, le maintien de la «paix» au niveau mondial a causé beaucoup de morts. En fait, la guerre a besoin d'ennemis: les factions extrémistes du monde musulman ont été subventionnées et nous avons aidé à la création de nouveaux ennemis à l'étranger, qui sont maintenant attaqués par des bombes et par la répression religieuse. Naturellement, il y a besoin d'ennemis «internes» pour pouvoir justifier la répression et le contrôle de la population: outre celles et ceux qui se livrent à des luttes sociales, les migrant.e.s, en particulier les migrant.e.s «illégaux» sont devenu.e.s un nouvel ennemi.

DANS CERTAINS PAYS, L'EURO A AGGRAVÉ UNE SITUATION DÉJÀ DRAMATIQUE

L'euro fonctionne comme une monnaie étrangère: les États qui l'utilisent doivent avoir un solde actif des paiements internationaux ou avoir des flux financiers capables de compenser les pertes éventuelles. Les pays qui souffraient déjà d'un déficit élevé et de taux d'intérêt élevés, n'avaient d'autre choix que d'abaisser le coût de la main-d'œuvre pour être concurrentiels sur le marché: nous avons donc contribué à la mise en œuvre de politiques de bas salaires, l'allongement du temps de cotisation pour la retraite, des coupes budgétaires dans le domaine de la santé, de l'éducation. Le «Pacte fiscal» a désormais obligé les États à équilibrer leur budget (rendant la théorie de Keynes inconstitutionnelle).

L'EURO A DONNÉ UN ÉNORME POUVOIR AUX BANQUES

La Banque centrale européenne prête de l'argent aux banques qui achèteront ensuite des obligations d'État.

En dehors de l'Europe, les finances dictent les règles de la nouvelle économie mondiale. De plus, la mondialisation a également provoqué l'homogénéisation du consumérisme pour que les gens portent les mêmes choses à Tokyo et à Londres et mangent la même nourriture à Pékin et à Rome. Dans le monde il y a 5.000 variétés de vin qui, une fois traitées et combinées, pourraient créer des milliers de différents types de vin, chacun avec ses propres caractéristiques, son goût et sa couleur. Cependant, à la suite de la mondialisation, seuls dix types, tous traités avec la même méthode (principalement en barriques) sont effectivement cultivés et vendus. Sur plusieurs milliers de possibilités, le vin ne parvient qu'à avoir un seul goût: le goût du Capital.

Cette sorte d'homogénéisation provient de la nécessité de se conformer à la norme pour se sentir en sécurité au sein de la société. En conséquence, les gens luttent contre «l'autre» ayant une couleur de peau différente, des vêtements, l'accent, l'orientation sexuelle, les régimes alimentaires.

La discrimination culturelle s'est développée parallèlement au social. La vraie victoire de l'économie mondiale n'est pas tant le mode de production et de commerce, que la perception que les exploité.e.s ont d'eux-mêmes. Il est désormais couramment admis que la propagande de l'État blâme les migrant.e.s, les jeunes, les personnes âgées, les femmes, les différents types de travailleurs/travailleuses (fonctionnaires ou pas) et les retraités.

CEPENDANT, C'EST LE MAILLON LE PLUS FAIBLE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

La mondialisation a fait du monde, une place plus petite. Si nous parvenons à inverser ce processus à petite échelle et à prouver que les opprimé.e.s, uni.e.s, peuvent lutter et s'émanciper de l'exploitation, cette lutte pourrait devenir la première pierre de l'avalanche sous laquelle sombrera le capitalisme mondial.

Le Congrès de l'IFA à Francfort a travaillé dans ce sens: créer des liens, avoir des idées, se rencontrer, construire des chemins pour créer des luttes communes et réaliser une émancipation sociale sans frontières ni autorités.

FRICCHE,
Fédération anarchiste italienne (FAI)